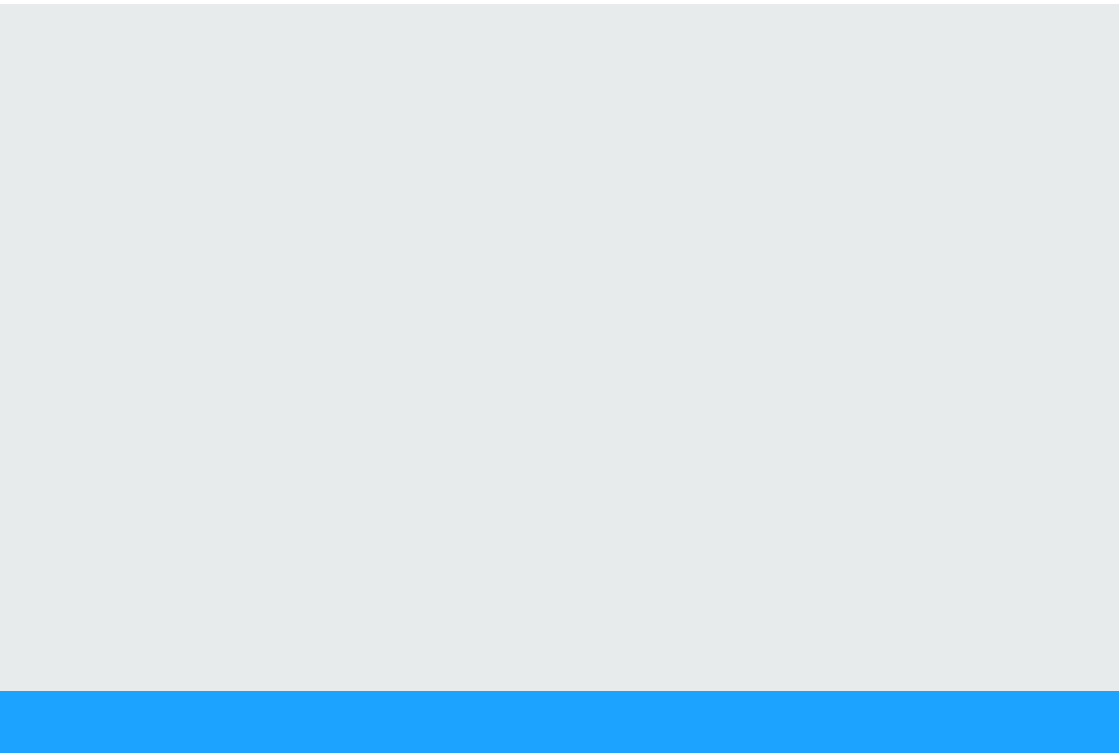




CONFÉRENCE DES MINISTRES  
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS  
DE LA FRANCOPHONIE

# DÉCLARATION DE COTONOU

Conférence internationale sur la relance de  
l'enseignement de l'éducation physique  
et sportive dans les différents ordres d'en-  
seignements des États et gouvernements  
membres de la francophonie



# Sommaire

Déclaration de Cotonou	4
Cotonou Declaration	8
Declaração de Cotonou	12
إعلان كوتونو	17

# Préambule

Les Ministres en charge de l'Éducation, des Sports et des Loisirs, des États et Gouvernements membres de la CONFEJES et de la CONFEMEN, ainsi que leurs partenaires : l'Organisation des Nations Unies pour la Culture et l'Éducation (UNESCO), l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), le Comité Internationale Olympique (CIO), le Bureau International du Travail (BIT), la Fédération Internationale de l'Éducation Physique (FIEP), la Fédération Internationale du Sports Scolaire (ISF), la Fédération Internationale du Sport Universitaire (FISU), l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), réunis à Cotonou, République du Bénin, les 26 et 27 novembre 2018, autour du thème : « LA RELANCE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE DANS LES DIFFÉRENTS ORDRES D'ENSEIGNEMENTS DES ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES DE LA FRANCOPHONIE »

- **Constatant** les évolutions politiques, économiques, sociales, technologiques et environnementales et leur incidence sur la jeunesse des États et Gouvernements membres de la Francophonie,
- **Considérant** le rôle prépondérant de l'éducation dans la réalisation des Objectifs du Développement Durable (ODD), notamment à travers l'accès à une éducation de qualité,
- **Se félicitant** de la Stratégie jeunesse de la Francophonie 2015-2022, visant à faire de la « Jeunesse un atout majeur »<sup>1</sup> dans le contexte de la mondialisation,
- **Réaffirmant** la valeur des différentes chartes, conclusions, résolutions et re-

commandations des précédentes rencontres internationales en lien avec le sujet :

1. La Charte internationale de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport de 1978, révisée en 2015 ;
2. La réunion de concertation des Présidents des Fédérations et des responsables sur la relance du sport scolaire, tenue à Nouakchott en Mauritanie, du 25 au 30 juin 2007 ;
3. Les publications de l'OMS, 2004 et 2010, sur « EPS et Santé » ;
4. Les recommandations des réunions préparatoires de Cotonou au Bénin (en janvier 2017) et de Dakar au Sénégal ; (en novembre 2017) ;
5. Les recommandations du rapport d'évaluation de la convention tripartite CONFEJES/CONFEMEN/IAAF, réalisée en 2017, au Mali et au Sénégal ;
6. La réunion CONFEJES/UNESCO des Ministres des Sports à Abidjan, sur l'intégrité du sport en marge des Jeux de la Francophonie 2017 ;
7. Le Comité international de gestion de l'Éducation physique et sportive et son Conseil consultatif, tenu à Paris en France, en 2017 ;
8. Le Plan d'action de Kazan (le PAK) et son Cadre de suivi des politiques du sport, issu du MINEPS 6 qui s'est tenu en 2017. Depuis lors, le PAK a été intégré au Plan d'action des Nations Unies sur le sport au service du développement et de la paix (2018-2020) ;

<sup>1</sup> Stratégie jeunesse de la Francophonie 2015-2022 adoptée lors du XV<sup>ème</sup> Sommet à Dakar du 29 au 30 novembre 2014

9. L'agenda 2063, de l'Union Africaine, en lien avec la pratique de l'EPS en tant que levier de développement et vecteur de paix ;
  10. La première conférence régionale de l'Afrique sur les conditions de mise en œuvre du Plan d'action de Kazan, tenue à Madagascar, en juin 2018 ;
  11. Les actes des séminaires nationaux organisés au Sénégal et au Burkina Faso sur l'EPS et le sport comme leviers de développement.
- **Tenant compte** du contexte actuel fortement marqué par des crises multiformes provoquant une aggravation de la pauvreté, des inégalités ainsi que la montée du chômage, touchant en particulier les femmes et les jeunes<sup>2</sup> ;
  - **Conscients** que les crises conduisent chez les jeunes à un sentiment d'exclusion et d'injustice avec comme corollaire un réel risque de perte de conscience civique, de désaffection croissante pour la chose publique et du bien commun ;
  - **Relevant** l'importance démographique de la jeunesse dans les pays du Sud et la nécessité de mettre en place des dispositifs d'encadrement performants à travers des politiques nationales d'Éducation, de Jeunesse et de Sport ;
  - **Conscients** du caractère avéré de véhémence des valeurs et de culture de la paix, la pratique de l'EPS et du Sport régresse globalement dans le monde et particulièrement en milieu scolaire ;
  - **Assurés** que l'Éducation physique « est le moyen le plus efficace de faire acquérir à tous les jeunes les compétences, les attitudes, les valeurs, les connaissances et les idées nécessaires à la participation à la vie sociale tout au long de la vie »<sup>3</sup> ;
  - **Convaincus** que « Le droit de développer des aptitudes physiques, intellectuelles et morales par l'Éducation physique et le Sport doit être garanti tant dans le cadre du système éducatif que dans les autres aspects de la vie sociale »<sup>4</sup> ;
  - **Convaincus** que l'EPS est un facteur de développement de l'engagement civique, du respect de l'autre et des règles, de l'esprit d'initiative et de *leadership* ;
  - **Profondément préoccupés** par les forts risques de maladies liées à l'inactivité physique, par ailleurs considérées par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) comme une pandémie et constituant le 4<sup>ème</sup> facteur de risque de mortalité au niveau mondial ;
  - **Relevant** que dans plusieurs pays, une absence fréquente et une dégradation croissante des infrastructures et équipements permettant de faire une pratique sécurisée de l'EPS et du Sport,
  - **S'inscrivant** dans la continuité des efforts consentis jusqu'à ce jour en matière de coordination et d'harmonisation des politiques de formation dans les États et Gouvernements membres et de ses aboutissements antérieurs (ou de ses résultats probants).

2 Cadre Stratégique de la Francophonie 2015 -2022,

3 La Déclaration de Berlin 2013 – Cinquième Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport de l'UNESCO (MINEPS V)

4 Charte internationale de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport de l'UNESCO, 1978, rév. 2015.

## Résolus :

- à contribuer pleinement à l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD) à travers leurs missions respectives ;
- à conjuguer leurs efforts à la mettre en application le Cadre stratégique de la Francophonie 2015-2022 à travers les programmes de la CONFEJES et de la CONFEMEN ;
- à faire de l'enseignement de l'EPS et de la pratique du Sport scolaire et universitaire un facteur de réussite scolaire et éducative, de citoyenneté active et d'émergence des Etats et Gouvernements membres de la Francophonie.

## Invitent la CONFEJES et la CONFEMEN :

- à assurer le rôle de *leadership* dans la coordination de la présente Déclaration.

## S'engagent :

- dans leurs domaines de compétence à relancer l'enseignement de l'EPS et la pratique du Sport dans les différents ordres d'enseignement :

### 1. au plan politique

- Elaborer des politiques et/ou stratégies nationales de l'EPS de qualité ;

### 2. au plan managérial

- mettre en place des cadres de concertation de toutes les parties prenantes pour assurer une bonne gouvernance

des instances de décision et de pilotage de l'enseignement de l'EPS et de la pratique du Sport ;

- créer un environnement attractif pour motiver dans la profession de l'enseignement de l'EPS et fidéliser les jeunes à l'EPS et à la pratique du Sport ;

### 3. au plan professionnel

- renforcer les capacités des organismes de formation des enseignants, des entraîneurs, et développer la Recherche et l'Innovation.

## 1. Au plan politique

Elaborer des Politiques et les Stratégies nationales pour une EPS de qualité

- 1.1. Harmoniser les cadres législatifs et réglementaires, ratifier et mettre en œuvre les textes et accords internationaux sur la pratique de l'EPS et du sport dans les différents ordres d'enseignement.
- 1.2. Elaborer des Politiques et Stratégies nationales incluant un axe « Education physique de qualité » afin de susciter l'engagement des parties prenantes et d'améliorer la gouvernance des organisations éducatives.
- 1.3. Elaborer un référentiel d'infrastructures et d'équipes sportifs de base minimum.
- 1.4. Valoriser et améliorer les conditions sociales et pécuniaires de l'Enseignant de l'EPS.
- 1.5. Initier et proposer un projet de loi rendant obligatoire l'enseignement de l'Education physique et sportive dans tous les ordres d'enseignement.

- 1.6. Mettre en œuvre les textes législatifs et réglementaires rendant obligatoires l'enseignement de l'Éducation physique et sportive dans tous les ordres d'enseignement.
- 1.7. Associer les Ministères des sports à l'élaboration des politiques publiques de l'Éducation et dans le renforcement des compétences des acteurs de l'Éducation.
- 1.8. Impliquer le secteur privé dans l'investissement et dans la gestion des infrastructures sportives dans les différents ordres d'enseignement.
- 1.9. Susciter plus d'investissement public dans le secteur de l'Éducation notamment celui de l'Éducation physique pour tous et inclusive.

### 2. Au plan managérial

Nouer des partenariats et mener un travail en réseau pour réussir la relance de l'enseignement de l'EPS

- 2.1. Instaurer une concertation permanente entre le ministère de l'Éducation nationale, le ministère des Sports/EPS et le ministère de l'Enseignement supérieur et le ministère du Budget, etc.
- 2.2. Créer un cadre national de concertation de tous les partenaires évoluant dans le domaine de l'EPS et du Sport (fédérations nationales, organisations internationales, collectivités territoriales ou locales, secteur privé, partenaires sociaux, etc.).
- 2.3. Nouer des partenariats avec les collectivités territoriales ou locales pour la gestion et l'utilisation des infrastructures municipales, communales, communautaires dans l'enseignement de l'EPS et la pratique du sport.

### 3. Au plan professionnel

Valoriser la fonction de l'enseignant d'EPS

- 3.1. Harmoniser les curricula de formation de l'enseignant d'EPS.
- 3.2. Renforcer la formation initiale et continue des enseignants d'EPS.
- 3.3. Développer et soutenir la Recherche et l'Innovation par la valorisation de leurs produits dans l'enseignement de l'EPS et la pratique du Sport.
- 3.4. Eriger les organismes de formation (Centres, Instituts) un « hub ou start-up » d'excellence d'enseignement et de recherche de l'EPS et du Sport.
- 3.5. Mener un plaidoyer pour la création ou l'érection d'une Unité d'Enseignement obligatoire dans certains parcours de l'Enseignement supérieur ;
- 3.6. Inscrire l'EPS dans les compétitions d'excellence au niveau national (Concours général, Olympiades scolaires ou universitaires) ;
- 3.7. Veiller à la pratique effective de l'EPS dans la formation professionnelle, dans l'enseignement confessionnel, etc.
- 3.8. Elaborer des offres d'EPS adaptées aux apprenants à besoins éducatifs spéciaux.

### Décident :

- d'adopter la Déclaration de Cotonou sur « la relance de l'enseignement de l'éducation physique et sportive dans les différents ordres d'enseignement des Etats et Gouvernements membres ».

Fait à Cotonou (Bénin) le 27 novembre 2018

# Preamble

Ministers in charge of Education, Sports and Recreation, member States and Governments of CONFEJES and CONFEMEN, as well as their partners: the United Nations Educational and Cultural Organization (UNESCO), the International Organization of the Francophonie (OIF), the International Olympic Committee (IOC), the International Labor Office (ILO), the International Federation of Physical Education (FIEP), the International School Sports Federation (ISF), the International University Sports Federation (FISU), the International Association of Francophone Mayors (AIMF) and the World Health Organization (WHO), came together at Cotonou, Republic of Benin, on 26 and 27 November 2018 for a conference on the theme : « **THE REVITALIZATION OF PHYSICAL EDUCATION AT THE DIFFERENT SCHOLASTIC LEVELS IN THE MEMBER STATES AND GOVERNMENTS OF THE FRANCOPHONE WORLD** »

- **Recognizing** the political, economic, social, technological and environmental changes that are underway and their impact on the youth of the member states and governments of the Francophone world,
- **Considering** the instrumental role of education in achieving the Sustainable Development Goals (SDGs), particularly through access to quality education,
- **Welcoming** the 2015-2022 Youth Strategy for the Francophone world, intended to «make youth a major asset» in the context of globalization,
- **Reaffirming** the value of the various charters, findings, resolutions and recommendations established at previous international meetings on the

subject:

1. The International Charter of Physical Education, Physical Activity and Sport of 1978, revised in 2015;
2. The consultation meeting of the Presidents, Federations, and officials on the revitalization of school sports held at Nouakchott, Mauritania from 25 to 30 June 2007;
3. The 2004 and 2010 publications issued by the WHO on «Physical Education and Health»;
4. The recommendations of the preparatory meetings held at Cotonou in Benin (in January 2017) and Dakar in Senegal; (in November 2017);
5. The recommendations of the evaluation report issued by the CONFEJES/CONFEMEN/IAAF tripartite convention, conducted in 2017 in Mali and Senegal;
6. The CONFEJES/UNESCO meeting of Ministers of Sports in Abidjan on the integrity of sport, held alongside the 2017 Francophonie Games;
7. The International Management Committee for Physical Education and Sports and its Advisory Council, held in Paris, France, in 2017;
8. The Kazan Action Plan (PAK) and its Sport Policies Monitoring Framework, established during MINEPS 6, held in 2017. Since then, PAK has been integrated into the

1 2015-2022 Youth Strategy for the Francophone world adopted at the 15th Annual Summit, held at Dakar from 29 to 30 November 2014.



United Nations Action Plan on sport in the service of development and peace (2018-2020);

9. Agenda 2063 of the African Union, in connection with the practice of physical education as a lever of development and vector of peace;
  10. Africa's first regional conference on the terms of implementation for the Kazan Action Plan, held in Madagascar in June 2018;
  11. Proceedings of the national seminars organized in Senegal and Burkina Faso on physical education and sport as drivers of development.
- **Considering** the current context, which is strongly marked by multifaceted crises that have led to an increase in poverty, inequalities, and rising unemployment, particularly affecting women and young people<sup>2</sup> ;
  - **Recognizing** that the presence of crises is bringing about a feeling of exclusion and injustice amongst young people, with the attendant risk of loss of civic awareness, growing disaffection from public life and the common good ;
  - **Observing** the demographic predominance of youth in the countries of the South and the need to implement effective supervision mechanisms through national Education, Youth and Sport policies;
  - **Recognizing** that as a proven driver of the values and culture of peace, the practice of physical education and
- Sport is currently experiencing an overall regression globally, and especially in schools ;
- **Confident** that Physical Education « *is the most effective way to provide all young people with the skills, attitudes, values, knowledge and ideas necessary for a lifelong participation in social life* »<sup>3</sup>;
  - **Confident** that « *The right to develop physical, intellectual and moral abilities through Physical Education and Sport must be guaranteed both in the context of the educational system as in other aspects of social life* »<sup>4</sup> ;
  - **Confident** that physical education is a factor in the development of civic engagement, respect for others and for rules, the spirit of initiative and *leadership* ;
  - **Profoundly concerned** by the high risk of illnesses related to physical inactivity, also considered by the World Health Organization (WHO) to be a pandemic, constituting the 4th biggest mortality risk factor worldwide;
  - **Observing** that in a number of countries the infrastructure and equipment for safe practice of physical education and Sport are frequently absent and increasingly deteriorating,
  - **And taking part** in the continuing efforts made to date to coordinate and harmonize training policies in place amongst Member States and Governments and their past achievements (or their meaningful results).

<sup>2</sup> Strategic Framework for the Francophone World 2015 -2022, page 3

<sup>3</sup> The Berlin Declaration 2013 - Fifth International Conference of Ministers and Senior Officials Responsible for Physical Education and Sport, organized by UNESCO (MINEPS V)

<sup>4</sup> UNESCO International Charter of Physical Education, Physical Activity and Sport, 1978, rev. 2015.

## We resolve :

- to contribute fully to the achievement of the Sustainable Development Goals (SDGs) through our respective missions;
- to join forces to implement the 2015-2022 Strategic Framework for the Francophone World through CONFEJES and CONFEMEN programs;
- to make the teaching of physical education and the practice of School and University Sports a factor in educational and educational success, active citizenship, and the development of the member states and governments of the Francophone World.

## We invite CONFEJES and CONFEMEN :

- to take on a *leadership* role in the coordination of this Declaration.

## We commit :

- in our fields of competence to revive the teaching of physical education and the practice of Sport in the different levels of education :

### 1. at the political level

- To develop national policies and/or strategies to promote quality physical education ;

### 2. at the management level

- to set up consultation frameworks for all parties concerned to ensure proper governance of the decision-making

bodies and management bodies responsible for the teaching of physical education and the practice of Sport ;

- to create an attractive environment to provide motivation to the physical education teaching profession and keep young people engaged in physical education and the practice of Sport;

### 3. at the professional level

- to strengthen the capacity of teacher training organizations, coaches, and develop Research and Innovation.

#### 1. At the political level

To develop National Policies and Strategies for quality physical education

1.1. To harmonize legislative and regulatory frameworks, ratify and implement international texts and agreements on the practice of physical education and sport in the different levels of education.

1.2. Develop National Policies and Strategies, including a focus area on « *Quality Physical Education* » to encourage the engagement of the parties concerned stakeholders and improve the governance of educational organizations.

1.3. To prepare a reference framework to ensure a minimum basic sports infrastructure and equipment.

1.4. To improve and increase the value attributed to the social and financial conditions of physical education teachers.

1.5. To initiate the development of and propose legal provisions making the teaching of Physical Education and Sport mandatory at all levels of education.

- 1.6. To implement legislation and regulations making the teaching of physical education and sport mandatory at all levels of education.
- 1.7. To involve the Ministries of Sports in the development of public educational policies and in the reinforcement of the competence of actors in the Education System.
- 1.8. To involve the private sector in investing in and managing sports infrastructure at the various levels of education.
- 1.9. To stimulate more public investment in the Education sector, especially that of inclusive Physical Education for All.

### 2. At the management level

To develop partnerships and conduct networking efforts to successfully revitalize the teaching of physical education

- 2.1. To establish a permanent collaboration between the Ministry of National Education, the Ministry of Sports/physical education, the Ministry of Higher Education and the Ministry of the Budget, etc.
 

(national federations, international organizations, local or regional authorities, private sector, corporate partners, etc.).
- 2.2. To create a national consultation framework for all partners working in the field of physical education and Sport
- 2.3. To establish partnerships with local or regional authorities for the management and use of municipal, communal and community infrastructure for the teaching of physical education and the practice of sport.

### 3. At the professional level

To increase the value attributed to the position of physical education teachers

- 3.1. To harmonize training curricula for physical education teachers.
- 3.2. To strengthen the initial and in-service training of physical education teachers.
- 3.3. To develop and provide support to Research and Innovation by increasing the value attributed to their products in the teaching of physical education and the practice of Sport.
- 3.4. To establish training organizations (Centers, Institutes) and «hubs or start-ups» for excellence in teaching and research in physical education and Sport.
- 3.5. To advocate for the creation or establishment of a mandatory Educational Unit in certain higher education courses;
- 3.6. To involve physical education in competitions of excellence at the national level (general competitions, school or university Olympiads);
- 3.7. To ensure the effective practice of physical education as part of vocational training, denominational instruction, etc.
- 3.8. To develop physical education offerings adapted to learners with special educational needs.

### Hereby resolve :

- d'adopter la Déclaration de Cotonou sur « la relance de l'enseignement de l'éducation physique et sportive dans les différents ordres d'enseignement des Etats et Gouvernements membres ».

*Done at Cotonou (Benin), this day 27 November 2018*

# Preâmbulo

Os Ministros responsáveis pela Educação, pelo Desporto e Lazer, Estados e Governos membros da CONFEJES e da CONFEMEN, assim como os seus parceiros: a Organização das Nações Unidas para a Educação e a Cultura (UNESCO), a Organização Internacional da Francofonia (OIF), o Comité Olímpico Internacional (COI), o Escritório Internacional do Trabalho (BIT), a Federação Internacional de Educação Física (FIEP), a Federação Internacional do Desporto Escolar (ISF), a Federação Internacional do Desporto Universitário (FISU), a Associação Internacional de Presidentes Francófonos de Câmaras Municipais (AIMF) e a Organização Mundial da Saúde (OMS), reunidos em Cotonou, República do Benim, a 26 e 27 de Novembro de 2018, sobre o tema : « **O RELANÇAMENTO DO ENSINO DE EDUCAÇÃO FÍSICA E DESPORTIVANOS DIFERENTES NÍVEIS DE ENSINO DOS ESTADOS E GOVERNOS MEMBROS DA FRANCOFONIA** »

- **Observando** evoluções políticas, económicas, sociais, tecnológicas e ambientais e o seu impacto na juventude dos Estados e Governos membros da Francofonia,
- **Considerando** o papel predominante da educação na consecução dos Objetivos de Desenvolvimento Sustentável (ODS), particularmente através do acesso à educação de qualidade,
- **Congratulando-se com** a Estratégia Juventude da Francofonia 2015-2022, que visa fazer da "Juventude um trunfo importante" no contexto da globalização,
- **Reafirmando** o valor das diversas cartas, conclusões, resoluções e recomendações de reuniões internacionais an-

teriores relacionadas com o tema:

1. A Carta Internacional da Educação Física, da Atividade Física e do Desporto de 1978, revista em 2015;
2. A reunião de concertação dos Presidentes das Federações e dos dirigentes sobre o relançamento do desporto escolar, realizada em Nouakchott, Mauritânia, de 25 a 30 de Junho de 2007;
3. As publicações da OMS, de 2004 e de 2010, sobre "Atividade Física e Saúde";
4. As recomendações das reuniões preparatórias de Cotonou em Benim (Janeiro de 2017) e de Dakar no Senegal (Novembro de 2017);
5. As recomendações do relatório de avaliação do acordo tripartido CONFEJES/CONFEMEN/IAAF, realizada em 2017, no Mali e no Senegal;
6. A reunião CONFEJES/UNESCO dos Ministros do Desporto em Abidjan, sobre a integridade do desporto à margem dos Jogos da Francofonia de 2017;
7. O Comité Internacional de Gestão para a Educação Física e Desportiva e o seu Conselho Consultivo, realizado em Paris, França, em 2017;
8. O Plano de Ação de Kazan (PAK) e o seu Quadro de acompanhamento das políticas do desporto, que surge do MINEPS VI realizado em 2017.

1 A Declaração de Berlim de 2013 – Quinta Conferência Internacional dos Ministros e altos funcionários responsáveis pela Educação física e pelo desporto da UNESCO (MINEPS V)

Desde então, a PAK foi incluída no Plano de Ação das Nações Unidas sobre o desporto para o desenvolvimento e a paz (2018-2020);

9. A Agenda 2063 da União Africana, relacionada com a prática de Educação física e desportiva vista como alavanca do desenvolvimento e veículo da paz ;
  10. A primeira conferência regional de África sobre as condições de execução do Plano de Ação de Kazan, realizada em Madagáscar em Junho de 2018 ;
  11. Os trabalhos dos seminários nacionais organizados no Senegal e no Burquina Faso sobre a Educação física e o desporto como alavancas do desenvolvimento.
- **Tendo em conta** o contexto atual, fortemente marcado por crises multifacetadas que conduzem ao aumento da pobreza, da desigualdade e do desemprego, afetando principalmente as mulheres e os jovens;
  - **Conscientes** de que as crises levam os jovens a um sentimento de exclusão e de injustiça, com um risco elevado de perda de consciência cívica, de crescente desinteresse pelos assuntos públicos e pelo bem comum;
  - **Salientando** a importância demográfica da juventude nos países do Sul e a necessidade de criar mecanismos de supervisão eficazes através de políticas nacionais de educação, juventude e desporto;
  - **Conscientes** do caráter comprovado, enquanto veículo dos valores e da cultura

da paz, a prática da Educação física e do desporto está em declínio a nível mundial e principalmente a nível escolar;

- **Confiantes** de que a Educação Física "é o meio mais eficaz de proporcionar a todos os jovens as competências, atitudes, valores, conhecimentos e ideias necessários à sua participação na vida social ao longo da vida" ;
- **Convictos** de que «o direito de desenvolver as capacidades físicas, intelectuais e morais através da Educação física e do desporto deve ser garantido tanto no sistema educativo como em outros aspectos da vida social» ;
- **Convictos** de que a Educação física e desportiva é um factor de desenvolvimento do empenhamento cívico, do respeito pelos outros e das regras, do espírito de iniciativa e de liderança;
- **Profundamente preocupados** com os elevados riscos de doenças associadas à inatividade física, que também são consideradas pela Organização Mundial de Saúde (OMS) como uma pandemia e constituem o quarto factor de risco de mortalidade a nível mundial;
- **Constatando** que, em vários países, há uma ausência frequente e uma deterioração crescente das infra-estruturas e equipamentos que permitem a prática segura da Educação física e do desporto;
- **Prosseguindo** os esforços envidados até à data na coordenação e harmonização das políticas de formação nos Estados-membros e das suas realizações anteriores (ou resultados comprovados).

2 Carta Internacional da Educação Física, da Atividade Física e do Desporto da UNESCO, 1978, revista em 2015

## Determinados em : \_\_\_\_\_

- contribuir plenamente para a realização dos Objetivos do Desenvolvimento Sustentável (ODS) através das respetivas missões;
- unir esforços para implementar o Quadro Estratégico da Francofonia 2015-2022 através dos programas da CONFEMEN e da CONFEMEN;
- fazer do ensino da Educação física e da prática do desporto escolar e universitário um factor de sucesso académico e educativo, de cidadania activa e de emergência dos Estados e Governos membros da Francofonia.

## Convidam a CONFEJES e a CONFEMEN : \_\_\_\_\_

- a assumir a liderança na coordenação da presente Declaração.

## Comprometem-se : \_\_\_\_\_

- nas suas áreas de competência, a relançar o ensino da Educação física e a prática do desporto nos diferentes níveis de ensino :

### 1. a nível político

- Desenvolver políticas e/ou estratégias nacionais para uma Educação física e desportiva de qualidade ;

### 2. a nível da gestão

- criar quadros de consulta para todas as partes interessadas, de modo a garantir a boa governação dos órgãos de

decisão e de direcção para o ensino da Educação física e a prática do desporto ;

- criar um ambiente atrativo para promover a profissão do ensino de Educação física e desportiva e para fidelizar os jovens na Educação física e na prática do desporto ;

### 3. a nível profissional

- reforçar as capacidades das instituições de formação dos professores, dos formadores desenvolver a investigação e a inovação

## 1. A nível político

Desenvolver políticas e estratégias nacionais para uma Educação física e desportiva de qualidade

- 1.1. Harmonizar os quadros legislativos e regulamentares, ratificar e implementar textos e acordos internacionais sobre a prática da Educação físico e do desporto nos diferentes níveis de ensino.
- 1.2. Desenvolver políticas e estratégias nacionais que incluam um núcleo «Educação Física de Qualidade» de modo a envolver as partes interessadas e melhorar a governança das organizações educacionais.
- 1.3. Desenvolver um padrão de referência de infra-estruturas e equipas desportivas com uma base mínima.
- 1.4. Valorizar e melhorar as condições sociais e financeiras do professor de Educação física e desportiva.
- 1.5. Iniciar e propor um projeto de lei que torne obrigatório o ensino da Educação física e desportiva a todos os níveis de ensino.

- 1.6. Aplicar as disposições legislativas e regulamentares que tornam obrigatório o ensino da Educação física e desportiva a todos os níveis de ensino.
- 1.7. Envolver os Ministérios do Desporto no desenvolvimento de políticas públicas da Educação e no reforço das competências dos intervenientes da Educação.
- 1.8. Envolver o sector privado no investimento e na gestão de instalações desportivas nos vários níveis de ensino.
- 1.9. Gerar mais investimento público no sector da Educação, especialmente na Educação física para todos.

### 2. A nível da gestão

Desenvolver parcerias e redes para suceder ao relançamento do ensino da Educação física e desportiva

- 2.1. Instaurer une concertation permanente entre le ministère de l'Éducation nationale, le ministère des Sports/EPS et le ministère de l'Enseignement supérieur et le ministère du Budget, etc.  
nationales, organisations internationales, collectivités territoriales ou locales, secteur privé, partenaires sociaux, etc.).
- 2.2. Créer un cadre national de concertation de tous les partenaires évoluant dans le domaine de l'EPS et du Sport (fédérations  
2.3. Nouer des partenariats avec les collectivités territoriales ou locales pour la gestion et l'utilisation des infrastructures municipales, communales, communautaires dans l'enseignement de l'EPS et la pratique du sport.

### 3. A nível profissional

Valorizar a função do professor de Educação física e desportiva

- 3.1. Harmonizar os currículos de formação para professores de Educação física e desportiva.
- 3.2. Reforçar a formação inicial e contínua dos professores de Educação física e desportiva.
- 3.3. Desenvolver e apoiar a Investigação e Inovação através da promoção dos seus produtos no ensino da Educação física e do Desporto.
- 3.4. Criar organismos de formação (centros, institutos) como «centros ou empresas em fase de arranque» de excelência para o ensino e a investigação da Educação física e do Desporto.
- 3.5. Defender a criação ou a construção de uma Unidade de Ensino obrigatório em determinadas áreas do Ensino Superior;
- 3.6. Integrar a Educação física e desportiva em competições de excelência a nível nacional (Competição Geral, Olimpíadas Escolares ou Universitárias);
- 3.7. Garantir a prática efectiva da Educação física e desportiva na formação profissional, educação religiosa, etc.
- 3.8. Desenvolver ofertas de Educação física e desportiva adaptadas a alunos com necessidades educativas especiais.

## Decidem :

- adoptar a Declaração de Cotonou sobre « o relançamento do ensino da educação física e desportivos em diferentes níveis de ensino dos Estados e Governos membros ».

*Feito em Cotonou (Benim), a 27 de Novembro de 2018.*

جزئيا بالفرنسية CONFEJES ومؤتمر وزراء التربية للبلدان والحكومات التي يجمع بينها استخدام الفرنسية CONFEMEN، وكذا شركائهم: وهم منظمة الأمم المتحدة للتربية والعلم والثقافة اليونسكو UNESCO، والمنظمة الدولية للفرانكوفونية OIF، واللجنة الأولمبية الدولية CIO، والمكتب الدولي للشغل BIT، والاتحاد الدولي للتربية البدنية FIEP، والاتحاد الدولي للرياضة المدرسية ISF، والاتحاد الدولي للرياضة الجامعية FISU، والجمعية الدولية لعمداء المدن الفرانكوفونية AIMF والمنظمة العالمية للصحة OMS، مجتمعين في كوتونو، في جمهورية البنين، بتاريخ ٦٢ و٧٢ نونبر ٨١٠٢، حول موضوع: «تحفيز تدريس التربية البدنية والرياضية في مختلف النظم التعليمية في الدول والحكومات أعضاء الفرانكوفونية»

● مع ملاحظة التغيرات السياسية والاقتصادية والاجتماعية والتكنولوجية والبيئية وأثرها على الشبيبة في الدول والحكومات أعضاء الفرانكوفونية،

● مع الأخذ بعين الاعتبار الدور القيادي للتربية في تحقيق أهداف التنمية المستدامة ODD، خصوصا من خلال الولوج إلى تربية ذات جودة،

● مع الإشادة باستراتيجية الشبيبة للفرانكوفونية ٢٠٢٠-٢٠٢٢، والتي تهدف إلى جعل «الشبيبة قيمة أساسية» في سياق العولمة،

● مع إعادة التأكيد على قيمة مختلف المواثيق، والاستنتاجات الختامية، والقرارات، والتوصيات التي خرجت بها اللقاءات الدولية السابقة في علاقة بهذا الموضوع، وهي:

١. الميثاق الدولي للتربية البدنية، والنشاط

البدني، والرياضة سنة ٨٧٩١، والذي تمت مراجعته سنة ٥١٠٢؛

٢. اللقاء التشاوري لوزراء الاتحادات والمسؤولين حول تحفيز الرياضة المدرسية، المنعقد في نواكشوط بموريتانيا، من ٥٢ إلى ٠٣ يونيو ٧٠٠٢؛

٣. منشورات المنظمة العالمية للصحة OMS، لسنتي ٤٠٠٢ و٠١٠٢، حول «التربية البدنية والرياضية والصحة»؛

٤. توصيات الاجتماعات التحضيرية المنعقدة في كوتونو في البنين (في يناير ٧١٠٢) ودكار في السنغال (في نونبر ٧١٠٢)؛

٥. توصيات تقرير تقييم الاتفاقية الثلاثية لمؤتمر وزراء الشبيبة والرياضة للدول الناطقة كليا أو جزئيا بالفرنسية -CONFE- JES ومؤتمر وزراء التربية للبلدان والحكومات التي يجمع بينها استخدام الفرنسية CONFEMEN والجمعية الدولية لألعاب القوى IAAF المنجز سنة ٧١٠٢، في مالي والسنغال؛

٦. لقاء مؤتمر وزراء الشبيبة والرياضة للدول الناطقة كليا أو جزئيا بالفرنسية -CONFE- JES ومنظمة الأمم المتحدة للتربية والعلم والثقافة اليونسكو UNESCO لوزراء الرياضة في أبيدجان، حول تكامل الرياضة على هامش الألعاب الفرانكوفونية ٧١٠٢؛

٧. اللجنة الحكومية الدولية للتربية البدنية والرياضية ومجلسها الاستشاري، المنعقد في باريس، بفرنسا، سنة ٧١٠٢؛



- وهم على وعي بالطابع الجلي لنقل قيم وثقافة السلام، فإن ممارسة التربية البدنية والرياضية والرياضة تسجل تراجعاً بشكل عام في مختلف أنحاء العالم وبشكل خاص داخل الوسط الدراسي؛
  - مؤكدين على أن التربية البدنية «هي الوسيلة الأكثر فعالية لجعل الشباب كافة يكتسب المهارات والمواقف والقيم والمعارف والأفكار الضرورية للمشاركة في الحياة الاجتماعية خلال جميع مراحل الحياة».
  - وهم على وعي بأن «الحق في تنمية القدرات البدنية والفكرية والأخلاقية عن طريق التربية البدنية والرياضة يجب أن يُضمن سواء في إطار المنظومة التربوية أو على مستوى الجوانب الأخرى للحياة الاجتماعية».
  - وهم على قناعة بأن التربية البدنية والرياضية عامل لتنمية الالتزام الوطني واحترام الآخر واحترام القوانين وروح المبادرة والريادة؛
  - وهم قلقون بشكل عميق إزاء المخاطر المرتفعة للأمراض المرتبطة بالعجز البدني، والتي تعتبرها منظمة الصحة العالمية OMS في الواقع وباء، ويمثل عامل الخطر الرئيسي الرابع المسبب للوفيات على المستوى العالمي؛
  - ملاحظين، في عدة بلدان، تسجيل غياب متواتر وتراجع متزايد للبنية التحتية والتجهيزات التي تسمح بممارسة آمنة للتربية البدنية والرياضية والرياضة؛
  - مع الانخراط في استمرارية المجهودات المبذولة إلى غاية اليوم في مجال تنسيق سياسات التكوين واتساقها في البلدان والحكومات الأعضاء وكذا حصيلتها السابقة (أو نتائجها الحاسمة).
٨. خطة عمل كازان PAK وإطارها لرصد سياسات الرياضة، المنبثق من المؤتمر الدولي السادس للوزراء وكبار المسؤولين عن التربية البدنية والرياضة 6 MINEPS المنعقد سنة ٧١٠٢. ومنذ ذلك، تم إدماج خطة عمل كازان PAK في خطة عمل الأمم المتحدة حول الرياضة من أجل التنمية والسلام (٨١٠٢-٢٠٢٢)؛
٩. أجنحة ٣٦٠٢، للاتحاد الإفريقي، في علاقة مع ممارسة التربية البدنية والرياضة باعتبارها رافعة للتنمية ووسيلة للسلام؛
١٠. المؤتمر الجهوي الأول في إفريقيا حول شروط تفعيل خطة عمل كازان، المنعقد في مدغشقر، في يونيو ٨١٠٢؛
١١. أشغال الحلقات الدراسية الوطنية المنظمة في السنغال وبوركينا فاسو حول التربية البدنية والرياضة والرياضة باعتبارها رافعة للتنمية؛
- مع الأخذ بعين الاعتبار السياق الحالي المتسم بشكل كبير بأزمات متعددة الأوجه، مؤدياً بذلك إلى تفاقم الفقر، والفوارق وكذا تنامي البطالة التي تصيب النساء والشباب خصوصاً.
- وهم على وعي بأن الأزمات تولد لدى الشباب شعوراً بالإقصاء والظلم وكنيجة طبيعية، تؤدي إلى خطر حقيقي متمثل في فقدان الوعي الوطني وانعدام المحبة المتزايدة تجاه الشأن السياسي والمُلك العام؛
- ملاحظين الأهمية الديموغرافية التي يمثلها الشباب في بلدان الجنوب وضرورة وضع أجهزة للتأطير الفعال من خلال سياسات وطنية للتربية والشبيبة والرياضة؛

# إعلان كوتونو

٧,١ إشراك الوزارات المكلفة بالرياضة في بلورة السياسات العامة المتعلقة بالتربية وتعزيز قدرات الفاعلين في مجال التربية.

٨,١ إشراك القطاع الخاص في الاستثمار وفي تسيير البنى التحتية الرياضية في مختلف النظم التعليمية.

٩,١ تحفيز المزيد من الاستثمارات العامة في قطاع التربية، وخاصة في مجال التربية البدنية للجميع وجعلها شاملة.

الأساسية كحد أدنى.

٤,١ تقييم وتحسين الظروف الاجتماعية والمالية الخاصة بمدرس التربية البدنية والرياضية.

٥,١ الشروع في مشروع قانون يلزم تدريس التربية البدنية والرياضية في مختلف النظم التعليمية واقتراحه.

٦,١ تطبيق النصوص التشريعية والتنظيمية التي تجعل تدريس التربية البدنية والرياضية إلزاميا في مختلف النظم التعليمية.

إقامة شراكات والعمل على التشبيك من أجل إنجاز عملية تحفيز تدريس التربية البدنية والرياضية

## على المستوى الإداري

والجماعات الترابية أو المحلية والقطاع الخاص والشركاء الاجتماعيون، إلخ).

٣,٢ إقامة شراكات مع الجماعات الترابية أو المحلية بهدف تسيير واستخدام البنى التحتية التابعة للبلديات والجماعات في تدريس التربية البدنية والرياضية وممارسة الرياضة.

١,٢ بلورة مشاور مستمر بين وزارة التربية الوطنية، والوزارة المكلفة بالرياضة / التربية البدنية والرياضية ووزارة التعليم العالي ووزارة المالية، إلخ.

٢,٢ خلق إطار وطني استشاري لجميع الشركاء الذين يعملون في مجال التربية البدنية والرياضية والرياضة (الاتحادات الوطنية والمنظمات الدولية

تثمين دور مدرس التربية البدنية والرياضية

## ٣. على المستوى المهني

٣,٥ الدعوة إلى إنشاء أو خلق وحدة للتعليم الإلزامي في مسارات معينة من التعليم العالي ؛

٣,٦ إدراج التربية البدنية والرياضية في مسابقات التميز على المستوى الوطني (المسابقات العامة أو الألعاب الأولمبية المدرسية أو الجامعية) ؛

٣,٧ ضمان الممارسة الفعالة للتربية البدنية والرياضية في التكوين المهني، وفي التعليم الديني، إلخ.

٣,٨ بلورة عروض التربية البدنية والرياضية تكون مناسبة مع المتعلمين ذوي الاحتياجات التعليمية الخاصة.

١,٣ مواءمة مناهج التكوين المتعلقة بمدرس التربية البدنية والرياضية.

٢,٣ تعزيز التكوين الأولي والمستمر لمدرسي التربية البدنية والرياضية.

٣,٣ تطوير ودعم البحث والابتكار من خلال تثمين منتجاتهم في تدريس التربية البدنية والرياضية وممارسة الرياضة.

٣,٤ إحداث مؤسسات التكوين (مراكز، ومعاهد) «شركات محورية أو ناشئة» بامتياز في التدريس والبحث في مجال التربية البدنية والرياضية والرياضة.

## يقررون :

التعليمية في الدول والحكومات الأعضاء».

● اعتماد إعلان كوتونو حول «تحفيز تدريس التربية البدنية والرياضية في مختلف النظم

حُرر في كوتونو (البنين) بتاريخ 27 نونبر 2018

## عازمين على:

- المساهمة بشكل تام في تحقيق أهداف التنمية المستدامة ODD من خلال مهامهم على التوالي؛
- ربط جهودهم بتطبيق الإطار الاستراتيجي للفرانكوفونية 2015-2022، من خلال برنامجي وزراء الشبيبة والرياضة للدول الناطقة كليا أو جزئيا بالفرنسية CONFESJES ومؤتمر وزراء التربية للبلدان والحكومات التي يجمع بينها
- استخدام الفرنسية CONFEMEN؛
- جعل تدريس التربية البدنية والرياضية وممارسة الرياضة المدرسية والجامعية عاملا من عوامل النجاح الدراسي والتربوي، والمواطنة الفعالة وإقلاع الدول والحكومات الأعضاء في الفرانكوفونية.

## يدعون مؤتمر وزراء الشبيبة والرياضة للدول الناطقة كليا أو جزئيا بالفرنسية CONJEFES ومؤتمر وزراء التربية للبلدان والحكومات التي يجمع بينها استخدام الفرنسية CONFEMEN:-

- النهوض بدور الريادة من حيث تنسيق هذا الإعلان:

## يلتزمون :

- في مجالات اختصاصهم، بتحفيز تدريس التربية البدنية والرياضية وممارسة الرياضة في مختلف النظم التعليمية:
- ١. على المستوى السياسي:
  - بلورة سياسات و /أو استراتيجيات وطنية خاصة بالتربية البدنية والرياضية ذات جودة؛
- ٢. على المستوى الإداري:
  - وضع أطر للتشاور بين مختلف الأطراف من أجل ضمان حكامه جيدة لهيئات صنع القرار وقيادة تدريس
- التربية البدنية والرياضية وممارسة الرياضة؛
- خلق بيئة جذابة لتحفيز مهنة تدريس التربية البدنية والرياضية وتحفيز ولاء الشباب نحو التربية البدنية والرياضية وممارسة الرياضة؛
- ٣. على المستوى المهني
  - تعزيز قدرات مؤسسات تكوين المدرسين والمدربين وتطوير البحث والابتكار.

بلورة سياسات واستراتيجيات وطنية للتربية البدنية والرياضية ذات جودة

### ١. على المستوى السياسي

- ٢,١ بلورة سياسات واستراتيجيات وطنية تدمج محور «التربية البدنية ذات جودة» بهدف تحفيز التزام الأطراف وتحسين حكامه المؤسسات التربوية.
- ٣,١ وضع إطار مرجعي للبنى التحتية والفرق الرياضية

١,١ مواءمة الأطر التشريعية والتنظيمية، والتصديق على النصوص والاتفاقيات الدولية المتعلقة بممارسة التربية البدنية والرياضية والرياضة في مختلف النظم التعليمية وتنفيذها.

